

Où est l'œuvre des libéraux ? Qu'on nous la montre ! Arrivé au pouvoir par la fraude, ils ont cherché à s'y maintenir par la corruption et l'achat des consciences. D'œuvre utile, de mesures généreuses qui poussent un pays en avant, ils n'en n'ont point. Mais ils ont cherché à dépraver l'opinion publique en lui prêchant qu'on ne doit pas prendre les moyens de faire face à ses obligations. Pour appliquer ce beau principe et ne pas revenir sur leur parole, ils ont attaqué le capital, fait des dépenses énormes sans l'autorisation de la législature, et contracté des emprunts considérables, comptant bien que le peuple ne verrait pas l'augmentation de nos dépenses d'intérêts.

Les libéraux, calomniant les Anglais; insultant à leur loyauté, ont insinué quelque part qu'avant longtemps, tout l'élément britannique se soulèverait contre nous qui sommes les représentants du vrai peuple de Québec. Ce sont là de vaines menaces qui n'effraient personne. J'ai trop confiance en nos amis pour attacher de l'importance à cette vantardise libérale. Nos concitoyens d'autre origine se sont trouvés trop bien de notre alliance pour en vouloir une autre; notre fidélité ne leur a jamais paru suspecte, car elle prenait sa source dans des motifs élevés et des convictions inébranlables.

Dans d'autres temps, on a médité notre anéantissement. Cela n'a pas réussi. Si nous sommes le parti de la fidélité, nous sommes aussi le parti de la résistance et de la force, parce que cette force nous la puisons dans le sein du peuple de la province de Québec, éminemment conservateur. Ce serait une rude entreprise de faire disparaître une nationalité comme la nôtre; on n'a pu y réussir lorsque nous étions comparativement faibles; et ce n'est pas aujourd'hui que nous avons de la force, que l'on nous trouverait disposés à fléchir et à courber la tête.

On n'abolit pas une nationalité; et un grand écrivain a dit: "La nationalité, ce n'est pas un fruit artificiel, c'est un don de Dieu..... et lorsqu'il a été reçu on doit le conserver religieusement." C'est ce qu'a fait la province de Québec. Nous Canadiens, nous sommes comme ces plantes marines qu'on ne peut noyer; l'eau a beau monter, elles arrivent toujours à la surface. A ceux qui s'efforcent de soulever des préjugés de nationalité et de religion pour tâcher de créer un état de chose impossible, je dirai: la confédération a été faite pour harmoniser les races, les croyances, les intérêts des différentes provinces; cette œuvre doit s'accomplir tranquillement, naturellement, sans violence. Malheur aux hommes qui voudraient briser ce mouvement si sagement combiné!

C'est sur cette base large de notre politique, tracée par les pères de la Confédération, que je veux me poser avec mes amis. Elle est assez large pour donner place à ceux qui ont été nos alliés depuis trente ans et qui n'ont jamais eu à se plaindre de notre alliance.

M. Joly a dit, dans un de ses discours qu'il ne voulait pas de coalition. C'est un refus qui n'a pas dû lui coûter grand peine, car ni mes amis, ni moi ne lui avons jamais parlé de coalition. Mais ce que j'ai dit un jour et ce que je répète ce soir, c'est que je désire une alliance de certains hommes que les circonstances plus que les divergences d'idées ont tenus divisés jusqu'à ce jour, lesquels se concerteraient pour former un gouvernement fort et cela dans l'intérêt de la province. C'est ce que, du reste, plusieurs des amis de M. Joly et surtout MM. Flynn et Racicot ont aussi exprimé. Cette union qui ne serait pas celle des partis n'impliquerait le sacrifice d'aucun principe, car nous ne pouvons pas naturellement abandonner à seul de nos principes, ou dans le but d'obtenir ou de garder le pouvoir, et le patriotisme qui commanderait cette entente, ne saurait exposer qui que ce soit à un sacrifice le moins pénible. Les hommes de bonne volonté se rencontreraient sur un terrain commun pour sauver à la fois les principes et la patrie; à l'encontre de cet axiome de l'école avancée: "Périsse la patrie plutôt qu'un principe."

On a beaucoup parlé de l'abolition du Conseil Législatif. Je dois avouer ici que je le crois encore nécessaire. Du reste, je ne saurais être pour son abolition tant que la minorité anglaise n'aura pas formellement déclaré son adhésion à cette abolition, car elle trouve dans ce corps une garantie contre tout emportement passager de la majorité, si pareil accident—ce que je ne crois pas—pouvait se produire. Si je ne veux pas l'abolition du Conseil, je désire cependant qu'en diminuant les dépenses et cela devra certainement arriver avant longtemps.

Je n'ai pas, non plus d'objection à en changer la composition pour l'avenir de manière à le rendre électif en tout ou en partie, lorsque nous pourrions avoir sur cette question la calme manifestation de l'opinion publique.

Après avoir de nouveau repoussé avec force les insinuations dirigées par les libéraux contre les conservateurs, dans le but d'exploiter les préjugés religieux des protestants, après avoir conjuré ceux-ci de juger de notre présent parceque nous avons fait dans le passé, M. Chapleau termine son discours au milieu des applaudissements de toute l'assistance.